RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

DECISION N° L 007/99

du 12 février 1999

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE, LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 94-439 du 16 août 1994 modifiée par la loi n° 95-523 du 06 juillet 1995 déterminant la composition, l'organisation, les attributions et les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

VU Le texte de l'instrument pour l'amendement à la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail adopté par la conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail le 03 juin 1997 en sa quatre-vingt cinquième session à Genève ;

VU la lettre de saisine du Président de la République adressée au Conseil constitutionnel ;

OUI le Conseiller-Rapporteur en son rapport ;

Considérant que par lettre n° 15/SGG-CF/MM en date du 25 janvier 1999 enregistrée au Secrétariat Général du Conseil constitutionnel sous le n° L.001/99 du 26 janvier 1999, le Président de la République a déféré au Conseil constitutionnel le texte de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail adopté à la 85^{ème} session de la Conférence Internationale du Travail le 03 juin 1997 à Genève pour examiner sa conformité à la Constitution et indiquer les modalités de sa ratification ;

Considérant que le texte de l'instrument pour l'amendement à la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail qui forme avec ladite Constitution un ensemble indissociable participe de l'organisation du reste évolutive de l'Institution ; que dès lors il entre dans la catégorie des accords relatifs à l'Organisation Internationale visés par l'article 54 de la Constitution ;

Considérant que la requête du Président de la République a été introduite conformément aux dispositions légales, qu'elle est donc recevable ;

Considérant qu'à l'analyse ce texte ne comporte aucune clause contraire à la Constitution, qu'il peut par conséquent être ratifié suite à une loi d'habilitation ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête du Président de la République est recevable ;

Article 2 : Le texte de l'instrument pour l'amendement à la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail adopté par la Conférence Internationale du Travail à sa 85^{ème} session à Genève le 03 juin 1997, est conforme à la Constitution ;

Article 3 : Ledit texte ne peut être ratifié qu'à la suite d'une loi d'habilitation ;

Article 4 : Expédition de La présente décision sera adressée au Président de la République, aux fins d'en assurer la publication et l'exécution.

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du 12 février 1999 où ont siégé :

MM.	Noël NEMIN	Président
	Henri Ebé TONIAN	Vice-Président
	Théodore Attobra KOFFI	Vice-Président
Mme	Martine TIACOH	Membre du Conseil constitutionnel et Rapporteur
MM.	Abdoulaye BINATE	Membre du Conseil constitutionnel
	Jules Douai SIOBLO	Membre du Conseil constitutionnel
	Alphonse Yao KOUMAN	Membre du Conseil constitutionnel
	Siaka BAMBA	Membre du Conseil constitutionnel
	Joseph-Désiré Koudou GAUDJI	Membre du Conseil constitutionnel

Et avec le concours de M. BERTE Mamadou, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

Mamadou BERTE

Noël NEMIN